

ACTION URGENTE

INDE. NOUVEAU REFUS DE LIBÉRATION SOUS CAUTION POUR DEUX MILITANTS ÉCOLOGISTES

La haute cour a rejeté la demande de mise en liberté sous caution de deux militants des droits humains et environnementaux, Ramesh Agrawal et le docteur Harihar Patel. Arrêtés le 28 mai sur la base d'accusations mensongères, ces deux hommes sont emprisonnés depuis un mois dans l'État du Chhattisgarh.

Les avocats de **Ramesh Agrawal** ont appris à Amnesty International que les deux militants allaient faire appel devant la Cour suprême pour solliciter une mise en liberté sous caution, la haute cour du Chhattisgarh ayant rejeté leur requête en ce sens.

Ramesh Agrawal, qui travaille pour l'organisation de défense des droits environnementaux Jan Chetna, et le docteur **Harihar Patel**, qui pratique la médecine indigène, ont été arrêtés le 28 mai dans la ville de Raigarh. Ces deux hommes militent activement contre la pollution provoquée par certaines grandes industries et contre les effets potentiellement néfastes sur l'environnement de plusieurs projets industriels à l'étude dans l'État du Chhattisgarh (centre de l'Inde) ; ils ont exprimé leurs préoccupations lors des consultations réglementaires organisées par les autorités. Peu après son arrestation, Ramesh Agrawal, souffrant d'hypertension, a été transféré dans un hôpital où on l'a enchaîné à son lit. Trois jours plus tard, la police retirait la chaîne, à la suite de protestations dénonçant la manière cruelle, inhumaine et dégradante dont il était traité.

Les deux militants jouent également un rôle de premier plan dans les initiatives visant à ce que toutes les informations sur ces projets, qui touchent les communautés adivasis (aborigènes), soient rendues publiques et portées à la connaissance des populations concernées. Amnesty International pense que leur arrestation a pour objectif de les empêcher de mener leurs activités militantes pacifiques. Ils ont été inculpés d'avoir « diffusé des informations diffamatoires », « troublé l'ordre public » et « semé l'inquiétude et la panique au sein de la population » lors d'une consultation publique réglementaire organisée par les autorités de l'État le 8 mai 2010 à Tamnar.

Cette consultation avait trait au projet d'expansion d'une centrale thermique au charbon gérée par la société privée Jinda Steel and Power. Des craintes avaient été exprimées quant au risque que ce projet entraîne l'acquisition forcée par les autorités des terres appartenant aux communautés locales. Les deux militants avaient exprimé leur opposition au projet et invoqué un rapport officiel d'inspection indiquant que l'expansion avait débuté avant que toutes les autorisations nécessaires n'aient été délivrées. Ramesh Agrawal a par ailleurs adressé au ministère indien de l'Environnement et des Forêts une requête en vue de la suspension temporaire du cahier des charges du projet d'expansion. Il a obtenu satisfaction. À la suite du dépôt d'une plainte concernant cet ajournement, les autorités du Chhattisgarh ont arrêté les deux militants.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais ou dans votre propre langue :

- demandez aux autorités d'abandonner les charges pesant contre Ramesh Agrawal et le docteur Harihar Patel, car elles reposent sur des accusations mensongères, et de remettre les deux hommes en liberté immédiatement ;
- demandez-leur également de prendre toutes les mesures nécessaires pour que les défenseurs des droits humains et les militants écologistes du Chhattisgarh puissent mener leurs activités légitimes et pacifiques de défense des droits fondamentaux, sans craindre de faire l'objet de manœuvres de harcèlement et d'intimidation.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 14 JUILLET 2011 À :

Chef du gouvernement du Chhattisgarh

Dr Raman Singh

Chief Minister's Niwas

Raipur 492001, Inde

Courriel : cmcg@nic.in cm-cg@nic.in

Formule d'appel : *Dear Chief Minister, /*

Monsieur le Chef du gouvernement,

Ministre de l'Environnement et des Forêts

Jairam Ramesh

Paryavaran Bhavan

Lodhi Road, New Delhi 110003, Inde

Courriel : jairam54@gmail.com

Formule d'appel : *Dear Minister, /*

Monsieur le Ministre,

Ministre des Affaires intérieures

P Chidambaram

North Block

Ministry of Home Affairs

Government of India

New Delhi 110001, Inde

Formule d'appel : *Dear Minister, /*

Monsieur le Ministre,

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Inde dans votre pays.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**

